



## GDF SUEZ : RIGUEUR ET SUPPRESSIONS D'EMPLOIS

La CGT est confortée dans son opposition à l'internationalisation industrielle et la dérive financière du Groupe.

Les résultats du Groupe s'affichent à l'inverse de ceux escomptés par le Président.

La politique de rachat d'entreprises à l'international (notamment International Power pour 26 Milliards) devait porter les résultats du Groupe. C'est tout le contraire qui est observé. Les activités en Europe (+3,5%) se montrent au rendez-vous, alors que l'international est défaillant (-0,8%).

Pourtant, le Groupe continue. Il fait le choix financier de dérouter le GNL vers l'Asie (+56%) au détriment de la France, conséquence, on brûle du gaz à la torche au Terminal de Montoir (10 Millions de m<sup>3</sup> en 2012) alors que des usagers, en situation précaire, sont coupés. Il limite les investissements en France et en Europe. Il met sous cocons les installations industrielles (stockages, terminaux, centrales à Fos et Montoir). Il cède les entreprises historiques. Il réduit les moyens partout. Il externalise et délocalise. Un exemple : le Help Desk (assistance informatique) soit 100 salariés externalisés d'Atos (Paris) à Econocom (Rabat - Maroc).

Les premières victimes de cette politique sont les salariés qui se voient atteints par la rigueur (plan perform 2015 : 4,5 Milliards de réduction des coûts).

Plusieurs milliers d'emplois seront concernés. Déjà, depuis la fusion (à périmètre constant) GDF SUEZ a supprimé 3700 emplois. Le plan d'austérité 2015 va toucher toutes les Branches et entreprises du Groupe (même celles qui sont très rentables). Le Groupe prévoit de supprimer 1400 emplois par an, **soit plus de 4000 en trois ans**. En premier lieu et d'après les calculs de la CGT, GDF SUEZ prévoit 1200 suppressions au siège et dans les services partagés. L'accord (ANI) sur la flexibilité signé par la minorité des syndicats va aider le Groupe dans son plan destructeur d'emplois.

Dans le même temps et depuis 2009, la rémunération des actionnaires a progressé de 25%.

Cette situation est insupportable et place les actionnaires devant leur responsabilité avec en premier lieu l'Etat qui est actionnaire à 36%. L'Etat perçoit les rémunérations d'actionnaire en supprimant des emplois et lâche les salariés de Florange et Petro+. C'est la marque de son attachement au social et à l'industrialisation !

Quant à GDF SUEZ, en mettant en place un plan de rigueur et des suppressions d'emplois, il participe activement à l'aggravation du chômage.

La CGT s'inquiète pour l'avenir du groupe GDF SUEZ et demande **la réorientation des investissements à l'international vers l'Europe et la France afin de participer au redressement industriel**, source de développement économique et social.

La CGT :

- S'oppose à la suppression d'emplois ;
- Exige la réduction de la rémunération des actionnaires ;
- Interpelle l'Etat sur son rôle stratège industriel avec 36% du capital ;
- Invite les salariés à s'immiscer dans les décisions du Groupe par tous les moyens.

La CGT propose de revoir les critères de gestion du groupe : pour une politique industrielle et l'arrêt de la logique de monopoly financier de GDF SUEZ